



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

En Inde, le jour d'après ressemble aux siècles d'antan

La suspension pour 1200 jours, par ordonnance, du Code du travail dans cinq États indiens (l'Inde est constituée de plus de trente États fédérés et territoires), prive de tous droits les travailleur.euse.s de ce pays.

L'Uttar Pradesh, plus grand État indien avec 200 millions d'habitants, dont le Premier ministre est un moine hindouiste fanatique et raciste, a été le premier à se lancer, mercredi 6 mai. Constatant que l'activité économique était « sévèrement affectée » par l'isolement imposé à la population depuis le 25 mars, le gouvernement de cet État a décidé d' « exempter toutes les entreprises, usines et fonds de commerce de l'application du droit du travail », considérant via quatre textes sensibles quelques exceptions portant, notamment, sur le travail des enfants.

Quatre autres États ont immédiatement suivi, supprimant toutes les dispositions du Code du travail. Dans ces États où habitent 354 millions d'habitant.e.s, les règles protectrices des travailleur.euse.s ont totalement disparu. En autorisant ces pratiques qui violent toutes les conventions internationales de l'OIT, le gouvernement indien montre son mépris des droits humains. Depuis ces mesures d'exception, la journée de travail est passée de 8 à 12 heures, la notion d'accident du travail a disparu, la règle des congés payés n'existe plus, le montant du salaire minimum est abrogé, l'âge minimum pour faire travailler des enfants est aboli ...

Ce tournant ultra-libéral est justifié par l'arrêt de l'économie causé par la pandémie de Covid-19 qui a provoqué une crise économique profonde, la crise servant de détonateur et d'amplificateur pour des modifications du Code du travail que le gouvernement central voulait faire passer depuis plusieurs mois.

D'après NTUI, la confédération syndicale partenaire de la CGT, « Pour le BJP, parti nationaliste hindou et ses gouvernements régionaux, la pandémie et ses retombées sont juste le prétexte pour retirer tous les droits à la classe ouvrière et priver les travailleurs du moindre droit démocratique ou économique. ... pour le BJP, le seul moteur de la croissance et de l'expansion de l'économie est le capital. Par conséquent, chaque facteur de production doit être mis, sans contrainte, à la disposition du capital. Le gouvernement du BJP ne comprend même pas que ce n'est pas seulement la sueur et le travail des travailleur.euse.s qui maintiennent l'économie. Les travailleur.euse.s sont également moteurs de la croissance et de l'expansion de l'économie par la consommation. Des salaires plus élevés et de meilleurs droits permettront plus sûrement d'assurer la reprise de l'économie. »

La CGT exige que le Code du travail indien soit rétabli et que des négociations s'ouvrent immédiatement pour améliorer le Code du travail et relancer l'économie au profit des travailleur.euse.s.

La CGT demande à l'OIT de prendre toutes les mesures pour pousser l'Union indienne à revenir dans le concert des nations.

La CGT réclame la suspension de toute activité commerciale, économique et politique entre l'Union européenne et l'Union indienne, tant que ces ordonnances ne seront pas annulées.

Montreuil, le 14 mai 2020